

Affaire Sinohydro "Un silence complice..."

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

C'est ce qu'a laissé entendre le Porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, lors de la conférence de presse qu'il a animée, hier, à la maison Georges Rawiri. Outre cette affaire impliquant le fils de l'opposant Jean Ping, le ministre de la Communication est revenu sur un certain nombre de sujets d'actualité.

LE Porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, a animé une conférence de presse, hier, à la maison Georges Rawiri. Le ministre de la Communication a abordé, face aux journalistes, divers sujets notamment l'affaire Sinohydro. Affaire dans laquelle est cité Franck Ping, fils de Jean Ping, candidat à la Présiden-

tielle à venir.

Sur l'évolution de cette question, l'orateur a estimé que le monde est muet. Pour lui, "il y a un silence complice, fondé sur quoi on ne sait". Au nombre des parties qui ne s'expriment pas jusqu'à lors, Bilie-By-Nze pointe du doigt la presse gabonaise qui "a du mal à en parler", Franck Ping le principal cité dans l'affaire et plus encore son père qui "garde un silence de mépris total sur les institutions (...)". Cependant, l'interlocuteur des journalistes a dit ne pas être surpris que la même affaire fasse "les choux gras" sur le plan national voire international, s'il s'agissait de la famille présidentielle ou encore d'un membre du gouvernement. En clair, le silence généralisé sur la question de Sinohydro demeure une "grosse interrogation" pour le Porte-parole du gouvernement.

Rappelons à toutes fins utiles

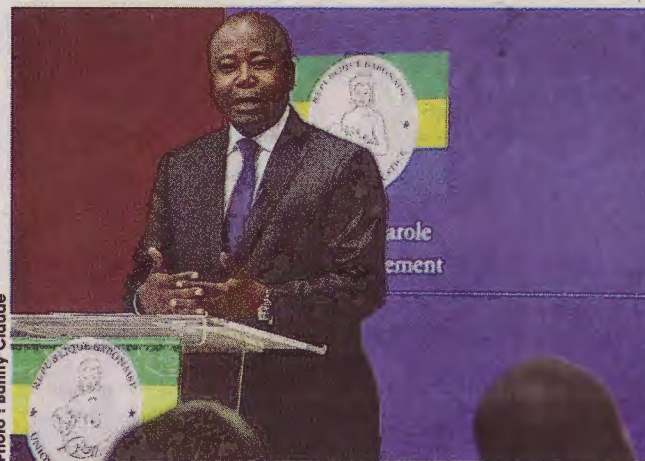


Photo : Bunny Claude

Alain-Claude Bilie-By-Nze, lors d'une précédente conférence de presse.

que le fils du candidat déclaré Jean Ping a été cité dans l'attribution des marchés publics à la société Sinohydro au Gabon et au Cameroun. Il s'agit précisément des projets d'électricité de 2009 à Libreville et des routes. Il y en a pour une vingtaine de millions d'euros que réclame Multicheck pour le compte

de Franck Ping.

Par ailleurs, s'agissant de la démission de Zibi Abeghe, l'ancien député PDG du 2e siège de la commune de Minvoul, Alain-Claude Bilie-By-Nze a qualifié l'acte d'anecdotique. Ceci, à cause "du courage qu'il a eu de démissionner à la fin du mandat (...)". Aussi, a-t-il estimé que

répondre à l'invitation du démissionnaire à un débat télévisé comme il le souhaite serait "le faire exister, alors qu'il n'a aucune existence politique".

Le bilan du partenariat entre l'Etat gabonais et la société Olam a également été évoqué. Conçu sur la base de quatre projets phares tel que l'a indiqué le ministre de la Communication, le partenariat qui dure depuis six ans est à ce jour, axé sur dix projets. Entre autres, les plantations industrielles de Kango, l'hévéa, la zone économique spéciale de Nkok, etc. De plus, l'orateur a noté dix mille emplois déjà créés grâce à ce partenariat public-privé qui, selon lui, produit des résultats et encourage à continuer sur cette voie.

La récente tournée républicaine du chef de l'Etat dans sept provinces du pays, le sommet extraordinaire de la Communauté économique et

Communication de la Cénap)

LE président de la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap) porte à la connaissance des membres des bureaux des Commissions électorales locales et consulaires ayant prêté serment à l'audience de la Cour constitutionnelle du 02 août 2016, qu'en vue de leur prochaine mise en route, ils sont conviés à prendre part à une réunion d'information qui aura lieu le mercredi 03 août 2016, à partir de 15 heures, à l'auditorium de l'immeuble du ministère de l'Economie, dit "Arambo".

Fait à Libreville, le 02 août 2016

**Le président
René ABOGHE ELLA**

monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) tenu à Malabo, l'organisation des journées citoyenne et du drapeau n'ont pas été en reste des sujets abordés avec la presse.